

	<p style="text-align: center;">COMITE SOCIAL D ADMINISTRATION LOCAL DE SEINE MARITIME</p> <p style="text-align: center;">CSA-FS 3 DU 28/09/2023</p>	
---	---	---

Monsieur le Président,

L'essentiel des ordres du jour d'aujourd'hui pour la formation spécialisée et de demain pour le CSAL a trait aux conditions de vie au travail des agents. Même si chaque instance a un rôle différent à jouer, elles sont complémentaires. Il nous paraît difficile de séparer les observations que nous souhaitons formuler pour ces 2 jours car tout est lié.

Les résultats de l'observatoire interne dont nous discuterons demain donne une vision brute et sans fioritures du vécu dans les services :

- de l'inquiétude, de la fatigue, de la colère face aux réformes menées ces dernières années (NRP, LDG, nouveau modèle managérial...)
- un désabusement et un pessimisme de l'agent quant à son devenir au sein de la DGFIP entre suppressions de postes, réorganisations de services, nouveautés fiscales (GMBI) mal préparées et une informatique en berne.

Ces ressentis concernent l'ensemble des agents, tous grades confondus. Même Notre Directeur Général en convient en écrivant sur Ulysse en mai dernier : « *Les résultats sont marqués cette année par une érosion notable des indicateurs sur de nombreux thèmes abordés, tels que notamment la charge de travail, le contenu et la motivation au travail, les marges de manœuvre et l'autonomie pour réaliser son travail, de même que la perception de l'efficacité du fonctionnement du service ou de la qualité du service rendu aux usagers.*

Pour la première année, nous vous interrogeons sur votre état d'esprit : il en ressort un moral partagé entre inquiétude et fatigue pour 40% d'entre vous, avec notamment une motivation et une satisfaction de travailler pour le ministère en nette diminution. De même, la nécessité d'une plus grande valorisation de votre travail et le besoin d'un renforcement du sens donné à votre travail ressortent plus clairement encore en 2023. »

Et tout cela, vous l'avez vu et entendu lors des visites de service des SIP et du SDIF dans le cadre du droit d'alerte national concernant la bérézina « GMBI » ! Les agents vous ont dit qu'ils étaient épuisés à l'extrême et que même les congés d'été ne leur suffiraient pas à retrouver un équilibre tellement la charge a été lourde et violente. Les congés d'été n'y suffiraient pas non plus car la rentrée allait être difficile : comment décrocher ? Comment retrouver de la sérénité dans le travail ? Comment dire aux services qui ont les taux de couverture des emplois parmi les plus faibles du département d'encaisser successivement l'indemnité carburant, une campagne déclarative couplée à une désastreuse campagne GMBI, les listes GESTODL pendant l'été, les relances erronées, avant même que ne débute la campagne des relances des déclarations IR, la campagne des avis, le contentieux TH secondaire et THLV de fin d'année lié aux dysfonctionnements GMBI, que tout va bien ?

Et comment leur faire croire que vous les avez entendus quand la seule préoccupation que vous avez en cette rentrée, c'est la réussite des appels mystères avec toujours cette recherche de place de 1^{er} de la classe ?

Lors des groupes de travail sur le DUERP et sur le PAP, il a été choisi de se concentrer sur les risques psycho-sociaux : choix louable et ambitieux. Une fois le constat fait des tensions, du stress, des difficultés relationnelles, des incompréhensions liées à une communication plus que défailante et des systèmes informatiques non stabilisés et non fiables, les agents attendent de la souplesse de votre part dans l'application des directives et un desserrement des calendriers. En 2023, les agents des SIP n'auront eu aucun répit et ils ne sont qu'un exemple parmi d'autres. C'est ce qu'ont réclamé également les agents du SDIF lors de la visite de la Direction le 19/07 dernier.

Si nous devons plus que jamais veiller aux bonnes conditions physiques et psychiques des agents, nous ne pouvons pas laisser perdurer la situation et laisser croire que le Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) règlera tous ces problèmes comme par magie. Si le COM présente bien des moyens financiers pour l'informatique, il acte néanmoins des suppressions de postes. Malgré des tentatives de calcul étranges et encore une fois, une communication douteuse

Message Ulysse du 06/07/2023 :

Titre : Création de 250 emplois à la DGFIP en 2024

Un peu plus loin : « Les suppressions d'emplois à la DGFIP seront donc, en 2024, de 200 emplois et non de 450 comme le prévoyait le COM. »

Elle est où la création d'emplois ? Moins de suppressions, fléchage de certains emplois pour le contrôle fiscal : oui, mais le compte reste toujours déficitaire !

Le COM, s'il établit qu'il faut stabiliser les structures et se concentrer sur les métiers, ne règle pas le problème de la reconnaissance morale du travail des agents qui restent parmi les plus impliqués de la fonction publique d'état. Il ne règle pas, non plus, la question de la reconnaissance financière des agents qui sont de plus en plus sollicités et qui doivent en plus prendre à leur charge le coût du transport lié au regroupement (et à l'éloignement) de leur unité de travail.

Et puis, le COM ne règle pas la question de la mise sous pression des services et de leurs responsables par des directives toujours plus nombreuses et dont les résultats sont attendus immédiatement ! Mettre en œuvre une réforme demande toujours du temps, temps que la Direction Générale n'accorde pas aux Directions Locales, temps que les Directeurs Locaux n'accordent pas aux équipes locales !

Cela donne des agents fatigués et désabusés, qui ont perdu confiance. Les réponses apportées dans le PAP : hiérarchisation, organisation, communication, formation sont des réponses qui n'ont de sens que si du temps est donné aux équipes pour leur mise en œuvre. Dans le cas contraire, il ne s'agit que d'un coup d'épée dans l'eau, une fois de plus.